



HAL
open science

**Note de lecture: BEN NEFISSA Sarah et
DESTREMAU Blandine (dir.), Protestations sociales,
révolutions civiles. Transformation du politique dans la
Méditerranée arabe, Paris, Revue Tiers-Monde,
hors-série numéro 2, Armand Colin, mai 2011, 240 p.**

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Note de lecture: BEN NEFISSA Sarah et DESTREMAU Blandine (dir.), Protestations sociales, révolutions civiles. Transformation du politique dans la Méditerranée arabe, Paris, Revue Tiers-Monde, hors-série numéro 2, Armand Colin, mai 2011, 240 p.. Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée, 2012, pp.240. halshs-00692442

HAL Id: halshs-00692442

<https://shs.hal.science/halshs-00692442>

Submitted on 30 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NOTE DE LECTURE (REVUE DES MONDES MUSULMANS ET DE LA MEDITERRANEE, REMMM) : BEN NEFISSA Sarah et DESTREMAU Blandine (dir.), *Protestations sociales, révolutions civiles. Transformation du politique dans la Méditerranée arabe*, Paris, Revue Tiers-Monde, hors-série numéro 2, Armand Colin, mai 2011, 240 p, <http://remmm.revues.org/7543>

La principale qualité de l'ouvrage coordonné par Sarah Ben Nefissa et Blandine Destremau tient d'abord dans son regard rétrospectif : son appel à contribution ayant été lancé bien antérieurement aux débuts des soulèvements arabes, sa publication finale, en mai 2011, s'inscrit dans les tout premiers moments des insurrections – Zine al-Abidin Ben Ali et Hosni Mubarak sont effectivement tombés, et la transition démocratique s'amorce en Égypte et en Tunisie, certes de manière parfois chaotique. L'insurrection syrienne ne fait que commencer, la Libye s'enfonce dans un long face-à-face politico-militaire qui s'éternisera jusqu'en octobre 2011, la nouvelle Constitution marocaine ne sera approuvée par référendum qu'en juillet 2011, tandis qu'au Bahreïn et en Jordanie, la contestation peut déjà montrer ses premiers signes d'essoufflement. L'ouvrage n'a pas la prétention de fournir un cadre explicatif global aux différentes mobilisations en cours, d'autant plus que leur caractère en apparence synchrone cache parfois bien mal des contradictions politiques locales et nationales enlevant à un « printemps arabe » qui s'éternise tout caractère homogène ou linéaire.

La première partie de l'ouvrage, consacrée « aux mobilisations sociales et politiques », tente ainsi d'éclairer le présent à l'aune de mouvements sociaux passés ayant en quelque sorte préparé le terrain à la conjoncture politique actuelle. Insurrections et protestations du bassin minier de Gafsa et Redeyef, à l'est de la Tunisie, et de Sidi Ifni, au Maroc, de 2005 à 2009 (A. Allal et K. Bennafla), grèves lancées depuis 2004 par les ouvriers du textile en Égypte (M. Duboc), relais des mobilisations dans les immigrations postcoloniales dans une logique transnationale (A. Dumont), la question sociale tenaille en effet, depuis le milieu des années 2000, les régimes autoritaires. La limite des revendications corporatistes ou professionnelles est parfois mise en avant : au Maroc, la force du Makhzen tient aussi dans sa capacité à « ancrer les mouvements sociaux de protestation ou d'accès à la ressource dans des processus qui permettront de les contrôler, de les bloquer, voir de les interdire » (S. Planel, p. 205). Au Liban, la centralisation des clivages politiques autour de paradigmes confessionnels, ou relatifs aux différentes polarisations régionales (notamment par rapport à la Syrie), ont pu singulièrement limiter l'impact politique et revendicatif de mobilisations parfois portées par les syndicats de routiers, ou par les mouvements d'enseignants du secondaire (M.N. Abi Yaghi et M. Catusse).

Ne se limitant naturellement pas aux seules revendications à caractère socio-économique, les mobilisations passées se sont également inscrites, de manières diverses, dans un arc de problématiques identitaires et culturelles qui, là-aussi, ne manquent pas de faire écho à la conjoncture présente – la transition démocratique à l'œuvre en Égypte et en Tunisie reposant ainsi la question des liens, institutionnels et constitutionnels, entre l'islam et l'État, les révolutions cherchant les nouveaux contours de leurs frontières identitaires fondatrices. En Égypte, les débats relatifs, à partir de 2000, à la loi sur le *Khul'* – à savoir la possibilité pour l'épouse « d'obtenir la dissolution de son union conjugale en échange de sa renonciation à tous ses droits financiers » (p. 118) – ont pu montrer une singulière instrumentalisation de la thématique religieuse chez l'ensemble des acteurs concernés : opposants et partisans du projet de loi, islamistes ou libéraux, parlementaires comme journalistes, semblent alors avoir justifié

leurs prises de position en fonction de référents religieux diversement interprétés. Une partie du mouvement féministe égyptien a lui-même été soumis à cette véritable hybridation du politique, où les revendications tournées autour de la question du genre semblent s'être délibérément inscrites dans un univers de sens « musulman », afin de contrer ses éventuels détracteurs, la polarisation entre espace séculier et espace religieux devenant ainsi de moins en moins pertinente (N. Bernard Maugiron). L'assignation identitaire ne peut être renvoyée seulement à une frontière close, les revendications particularistes vivant en réalité une série de tensions continues entre « communautarisme et universalisme » (p. 139), comme dans le cas des coptes égyptiens (L. Guirguis).

Enfin, les politiques d'hybridation ne se jouent pas qu'autour du seul vecteur religieux : dans des espaces soumis aux logiques globales et à une série de flux tant économiques et humains que culturels passablement mondialisés, il y a également émergence d'une politique du sujet, centrée autour de la question des libertés individuelles, construite autour de collectifs étrangers aux partis politiques traditionnels, renvoyant peut-être à l'émergence, dans le monde arabe, de « nouveaux mouvements sociaux » autrefois décrits par Alain Touraine, ne se limitant plus à la seule revendication socio-économique. Ainsi du Maroc, où des mouvements, certes minoritaires, ont pu porter dans la sphère publique tant les thématiques diverses de l'homosexualité que celle du droit à rompre le jeûne du Ramadan de manière publique, ces diverses initiatives s'accompagnant souvent de modes de mobilisation décentralisés et virtuels, à l'instar de l'utilisation de plus en plus prégnante des réseaux Facebook (B. Sidi Hida).

La seconde partie de l'ouvrage est plus directement consacrée aux soulèvements arabes de 2011, avec une analyse consacrée pour l'essentiel à deux espaces : la Tunisie et l'Égypte. Michaël Béchir Ayari met ainsi en valeur les mots propres de la révolution tunisienne – « dignité », « pain », en s'interrogeant sur le caractère spontané et désidéologisé des revendications populaires, à l'encontre aussi d'une sociologie des mobilisations exclusivement articulée autour « d'une focalisation sur le rôle des organisations et de leurs ressources » (p. 209). En l'absence de leadership partisan constitué, la dynamique du soulèvement semble alors au carrefour de plusieurs logiques : une insurrection à caractère spontanée, relayée par les sections locales du syndicat de l'Union générale des travailleurs tunisiens, un relai médiatique – passant autant par les télévisions panarabes que par les nouveaux médias sociaux – en assurant tant la nationalisation que l'internationalisation, et enfin une révolution de Palais, entre anciennes élites dirigeantes démissionnaires et armée en rupture de ban avec la présidence tunisienne (L. Chouikha et E. Gobe).

Cette révolution sans leadership affirmé fut également à l'œuvre en Égypte : Sarah Ben Nefissa invite ainsi le lecteur à s'interroger sur le concept de « révolution civile ». Naturellement, l'auteur insiste sur le fait que des acteurs politiques et institutionnels constitués – les Frères musulmans et l'armée, pour l'essentiel – ne cesseront de jouer un rôle fondamental dans la continuité tant de la transition démocratique que de ses soubresauts internes – ce que les élections égyptiennes de l'automne 2011 ont pu effectivement démontrer à posteriori. Cependant, s'inspirant de la reformulation du concept de société civile chez Jean L. Cohen et Andrew Arato, mais aussi des travaux de Pierre Rosanvallon, elle note qu'au travers des mobilisations égyptiennes du printemps 2011, s'est aussi établi un espace politique alternatif, une société civile non-réductible au seul paradigme organisationnel partisan, pas plus qu'au seul schème électoral représentatif, c'est-à-dire un véritable « espace public libéré, comme correctif aux limites de la démocratie électorale » (p. 236).

Il faut donc se défier d'une analyse par trop centrée sur les « structures d'opportunités politiques », telles que décrites autrefois dans l'œuvre de Charles Tilly et Sydney Tarrow, comme le démontre encore Sarah Ben Nefissa dans son introduction générale, et, peut-être, remettre en cause la « différence ontologique entre les pays démocratiques et les pays non-démocratiques en ce qui concerne les mobilisations et les protestations sociales » (p. 6). Les soulèvements à l'œuvre semblent être au contraire le fruit d'une « hybridation du politique » et de « zones grises » – un hommage au sociologue français Michel Camau – où la globalisation, entamant la souveraineté des États et la cohérence des nations, a pu quelque peu bouleverser la différence considérée comme irréductible entre espace démocratique – censé être plus propice à l'apparition de mouvements sociaux et de contestations organisées – et espace autoritaire. Les contributions de l'ouvrage poussent en avant cette idée d'hybridation des pratiques et des processus historiques, que cela soit dans l'entrecroisement du religieux et du politique dans la sphère publique, dans les médiations continues entre les mobilisations locales et les espaces nationaux et transnationaux qui s'y accolent, mais aussi dans les déségmentations sociales et politiques – tout à la fois de classe, générationnelles, professionnelles, géographiques, voire confessionnelles – qu'ont pu induire à un moment les soulèvements arabes.

« Hybridation », « révolution civile » : les concepts ici avancés ont une portée incontestablement heuristique. L'ouvrage coordonné par Sarah Ben Nefissa et Blandine Destremau répond ainsi à un besoin : celui de penser le nouveau émergent dans les révolutions arabes, qui a été préparé bien en amont. Il faudra sans doute, à l'avenir, s'interroger cependant sur ce que les soulèvements arabes ont porté de continuité avec un passé plus lointain, que cela soit en terme de modes de mobilisation, de pratiques politiques, mais aussi, de continuités idéologico-politiques bien prégnantes, et ce afin de déceler les éléments d'une dialectique continue entre ce qui est hérité et qui perdure, et ce qui est nouveau et qui affleure. Si les soulèvements arabes ont été marqués par une forte part de désidéologisation dans un premier temps, l'incontestable succès des formations islamistes lors des processus électoraux marocains, égyptiens et tunisiens, montre que, loin d'être désidéologisées, les transitions démocratiques qui suivent les processus insurrectionnels donnent peut-être plus forme à une recomposition politique des idéologies passées qu'à une disparition pure et simple de leurs paradigmes fondateurs.

Le renouveau politique générationnel peut aussi être relativisé : l'engagement d'une partie de la jeunesse dans les différents cycles de contestation ne s'étant pas traduit par l'émergence de figures politiques directrices, les révolutions arabes ont paradoxalement conduit aux portes du pouvoir des personnalités politiques dont la trajectoire oppositionnelle et contestataire commence le plus souvent à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Il est aussi difficile de penser en termes d'une simple et nouvelle bipolarisation politique, l'opposition entre des islamistes au gouvernement et une société civile à caractère démocratique et libérale jouant le rôle de contre-pouvoir : parfois, de nouvelles formes associatives et de nouveaux mouvements sociaux peuvent contester les islamistes tout en se référant à une lecture rigoriste de l'islam : ainsi de la Tunisie et de l'actuelle mobilisation salafiste sur certains campus universitaires. Au Maroc, comme en Tunisie et en Égypte, le jeu des élections, de la constitution de nouveaux gouvernements, tout comme de l'engagement gestionnaire, a par ailleurs considérablement divisé, en termes d'objectifs stratégiques, les différents mouvements sociaux dessinant à l'époque des formes de contre-pouvoirs effectifs, redonnant paradoxalement vie à un débat en réalité assez classique dans les processus révolutionnaires : celui de la continuation de la révolution ou de son dépassement. Ce débat affecte tout aussi bien les formations politiques islamistes, de gauche et libérale, que les mouvements

associatifs, syndicaux ou professionnels. Plus spécifiquement, au Moyen-Orient, la crise syrienne a redonné vie à une thématique qui semblait avoir disparu depuis 2011, autour d'un tiers-mondisme qui, loin d'être moribond, semble opposer partisans du régime syrien, au nom de l'opposition à Israël et aux États-Unis, aux soutiens politiques de la révolution syrienne. Enfin, si le terme de « révolution civile » sied bien à l'Égypte et à la Tunisie, la militarisation des insurrections – totale dans le cas libyen, partielle dans le cas syrien – donne à réfléchir sur la réémergence de la figure du partisan armé, et sur la violence politique comme répertoire d'action continu et toujours renouvelé. En somme, si l'hybridation des pratiques et l'interaction de plus en plus effective entre différentes échelles d'espaces – locales, nationales et transnationales – ont pu effectivement donner naissance à une forme de renouvellement du politique, il reste peut-être désormais à les saisir dans des temporalités élargies, où le poids de structures politiques et idéologiques pérennes se fait encore sentir.

Nicolas Dot-Pouillard, Institut français du Proche-Orient (IFPO), Beyrouth, Liban.